ANNIE GUÉNARD

LA POLITIQUE CULTURELLE FRANÇAISE VIS-À-VIS DES ETATS BALKANIQUES DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES*

A propos d'un sujet aussi vaste, cette intervention a pour objectif de fournir une première approche de la politique culturelle de la France vis-à-vis des Etats Balkaniques dans l'entre-deux-guerres.

Il s'agit de suivre, pour une période très précise, quelques aspects de cette action; période encore très fortement marquée par le poids du passé, mais aussi période pendant laquelle la politique culturelle s'ancre de plus en plus fortement dans une réalité, celle de la rivalité des puissances européennes dans ces Balkans.

Je vais dans un premier temps essayer de caractériser la présence culturelle française au début de cette période et jusqu'en 1929-1930. Ensuite je distinguerai deux périodes, 1930-1936, puis 1936-1939 cette dernière étudiée plus précisément car une véritable "politique culturelle" s'amorce, particulièrement tournée vers l'Europe Centrale et Balkanique. Enfin très rapidement, dans une dernière partie je parlerai des progrès constatés, je tracerai les grands traits d'une réelle évolution de la politique culturelle française vis-à-vis des Etats Balkaniques.

Dans les années 1920, il semble bien que pour chaque état européen présent dans les Balkans, c'est en grande partie l'histoire proche, celle de la fin du 19ème siècle qui détermine ce qu'est cette présence culturelle.

Ainsi la présence française est liée au départ à deux faits mis en place au cours du 19ème siècle: en Grèce, la recherche archéologique, et, dans cet Etat comme ailleurs dans les Balkans, l'implantation de communautés religieuses.

— La recherche archéologique: dès 1829 une mission scientifique fran-

* Les Archives F 60 Présidence du Conseil - proviennent des Archives Nationales.

Les Archives "SOFE" (Service des Oeuvres Françaises à l'Etranger); et Z Europe 1944-1949 ou 1949-1955 - proviennent du Ministère des Affaires Etrangères.

Les Archives IES proviennent de l'Institut National d'Etudes Slaves; CNRS.

çaise entreprend les fouilles de Morée et du site d'Olympie. Puis c'est dès 1846, la création de l'École Française d'Athènes, soit presque quarante ans avant les écoles britanniques et américaines. Signalons que l'archéologie française est présente plus tardivement en Albanie.

— L'implantation de communautés religieuses, en premier lieu soignantes, ouvrant simultanément orphelinats, dispensaires et écoles: Filles de la Charité, Sœurs de Saint Vincent de Paul, "Lazaristes", ...communautés implantées dans l'Europe Centrale, mais plus particulièrement dans les Balkans et le Moyen-Orient.

Mais c'est avec l'aube du XX^{ème} siècle, que se fixent plus nettement les fondements de la présence culturelle française dans les Balkans:

Un premier fait: L'installation de congrégations catholiques enseignantes chassées du territoire français par la loi du 5 Juiller 1904, qui leur interdit désormais tout enseignement dans la république "laïque" (la loi de la séparation de l'Eglise et de l'Etat français est votée en 1905)¹.

Les Maristes, Assomptionnistes, Frères des Ecoles Chrétiennes, religieux et religieuses de l'Ordre de Sion...s'installent à l'étranger. On les retrouve nombreux dans les Balkans.

Lointains et tolérés par le gouvernement français, ils concourent à la présence culturelle française dans des endroits parfois reculés, et sont reconnus finalement par le Ministère des Affaires Etrangères, qui les subventionne. On les trouve encore en place à la fin des années 20. Les diplomates en place signalent leur dévouement, et leur contribution au prestige intellectuel de la France.

A la fin de la période étudiée Ristelhueber, ambassadeur de France en Bulgarie en dénombre 19, à la même date on en trouve la trace de 8 ou 9 en Yougoslavie, regroupant 2700 élèves. En Grèce, un bilan établi en 1930 en signale une quarantaine regroupant 4000 élèves. La plupart fournissent un enseignement primaire et secondaire.

Le lycée Léonin à Athènes avec un enseignement grec, laissant une grande place aux programmes officiels grecs regroupe plus de 1000 élèves en 1938. Sa notoriété est grande, comme celle de l'école mariste de Saint André de Patras. Citons également en Bulgarie, le collège Saint Augustin de Plovdiv, 2^{ème} ville bulgare où l'emprise allemande reste forte (il rassemble 600 élèves en 1938). En sortent de nombreux fonctionnaires, officiers, ou hommes d'affaires bulgares.

Un deuxième fait: Se sont mises en place dans les Etats balkaniques, à

1. F 60 985, SOFE 233.

l'extrême fin du XIX^{ème} siècle ou au début du XX^{ème}, des structures d'enseignement non confessionnel, issues soit de la Mission Laïque Française (association née en 1902), soit de l'Alliance Française (en Grèce la première Alliance Française est implantée en 1899), enfin émanant de l'Etat Français lui-même, par le biais du Bureau des Ecoles, né en 1904, qui devient en 1920 le Service des Oeuvres Françaises à l'Etranger du Ministère des Affaires Etrangères.

Si l'on observe vers 1930 cette structure laïque d'enseignement de la langue et de la culture française, on constate qu'elle est solidement implantée des les Balkans.

— Six instituts français répartis dans différents états; trois en Yougoslavie, à Zagreb, Belgrade, Ljubljana, un à Sofia en Bulgarie, un Institut français de Hautes Etudes sous la direction de la Mission Universitaire française à Bucarest.

A Athènes, c'est l'Ecole Française d'Athènes qui joue le rôle d'Institut français. On y prépare le bac français à côté des activités de formation et de recherche archéologique.

— En Turquie, le lycée d'Istanbul "Galata Serai" compte parmi son personnel plus de 25 enseignants français².

— La Mission Laïque Française a implanté en 1906 un lycée à Salonique; c'est un des premiers grands lycées créés par cet organisme. Avec ses 400 élèves vers 1930, il n'atteint cependant pas la dimension des grands établissements d'Egypte ou du Liban. Il accueille un grand nombre d'élèves grecs réfugiés d'Asie Mineure, et atteint le chiffre de 650 élèves en 1938³.

— L'enseignement secondaire français dans les Balkans, c'est aussi à Athènes, l'Institut d'Etudes Supérieures Françaises ou Institut Giffard. Créé en 1907, rattaché plus tard à l'Ecole Française d'Athènes, il rassemble 500 élèves vers 1926. Son enseignement est très suivi car aucune langue vivante étrangère n'est enseignée à l'Université d'Athènes⁴.

Enfin, en Albanie, la France est présente au lycée national de Korça, créé en 1920 à partir d'une école française. Lycée National, non subventionné par l'Etat français, il constitue un cas un peu difficile étant donné la forte pression italienne dès 1923-1924 pour sa transformation en lycée italien. L'effectif des enseignants français baisse (12 vers 1920, 7 en 1935, 4 en 1938

2. SOFE 188, SOFE 379.

3. SOFE 302, Clouet Consul de Salonique à l'Ambassadeur de France Cosme 24 Janvier 1938.

4. SOFE 302, 24 Janvier 1938, Série Z Europe 1949 - 1955 Carton 69 - Grèce Brochure sur l'Institut Français d'Athènes de 1907 à 1952.

sur un effectif total de 25 enseignants). C'est dans cet établissement qu'Enver Hodja reçoit une formation secondaire. Au printemps 1939 les enseignants français sont chassés par les Italiens⁵.

Situés dans les grandes villes des états balkaniques, instituts ou lycées sont également en contact avec la province par le biais de leurs annexes. Mais ces "antennes provinciales" semblent moins nombreuses que celles des Instituts d'Europe centrale et orientale.

La présence française passe enfin très largement, et parfois exclusivement dans les provinces par "l'Alliance française", les sociétés d'amitié; certaines parfois créées à l'initiative d'une personnalité locale.

Il faut citer la ligue franco-hellénique qui s'implante très tôt à Athènes, gérée par des personnalités helléniques; l'association des anciens élèves des universités et grandes écoles françaises, créée en 1930 à Salonique, sous l'impulsion de deux professeurs d'Université, francophiles, et du consul français Delage⁶.

On peut dire que l'essentiel des structures d'une présence culturelle française est déjà mis en place avant 1925 dans les états balkaniques.

Il faudrait citer à Athènes l'Institut Pasteur Hellénique, seule antenne dans les Balkans de l'Institut Pasteur parisien, qui fait œuvre médicale, mais surtout de recherche bactériologique, et qui par sa présence rappelle un autre volet de la présence française, la présence médicale, dont est chargée l'une des sections du Service des Oeuvres, la "section des œuvres diverses" (Hôpitaux français d'Athènes, de Thessalonique, de Syra, pour ne mentionner que ceux de Grèce)⁷. Il faudrait encore citer tout ce qui gravite autour de ces œuvres d'enseignement, c'est à dire les bourses d'études, les conférences...

A travers ces données on voit apparaître les aspects de la présence culturelle française, mais aussi ses insuffisances. Bien sûr le cas d'étudiants en France dans des écoles supérieures est parfois cité dans les archives, (Ecole des Mines, Ecole des Ponts et chaussées, Ecole Centrale, Ecole des Hautes Etudes Commerciales) mais il semble bien qu'en ce début du XXème siècle,

5. SOFE 265, 20 Juillet 1933 - Lettre de Degrand Ambassadeur de France en Albanie. 19 Janvier 1939 et 16 Mai 1939 - lettres de De Courville au Ministre des Affaires Etrangères.

6. SOFE 188 Courrier de Delage - Juillet 1930 Statuts de l'Association Franco-Hellénique.

7. SOFE 302, 19 Décembre 1938.

la France a bien davantage misé sur la transmission de sa langue et de sa culture plutôt que sur celle de sa technique et de sa science (mise à part la médecine) et a moins développé les formations et les échanges scientifiques.

Lorsqu'on observe l'influence culturelle allemande, forte dans les Balkans, on aperçoit une autre démarche. Depuis longtemps, fait lié aux contacts dûs à l'histoire relativement proche, nombre d'industriels, de techniciens, d'enseignants du supérieur ont été formés en Allemagne dans les écoles et universités allemandes.

Sans s'appuyer sur un important réseau d'écoles dans les Balkans, l'Allemagne a semble-t-il choisi d'apporter, par des séjours sur son territoire, une formation rattachée aux réalités économiques. Sur place, dès 1836, l'Allemagne a patronné la création de l'école polytechnique grecque, instituée par le roi Othon, et organisée par l'Allemand Ritter Von Zentner⁸.

L'Allemagne encore met en place l'Université technique nationale d'Athènes, qui comprend pendant toute la période de l'entre-deux guerres un fort contingent d'enseignants formés en Allemagne (seulement 3 professeurs de formation française vers 1930). Manifestement l'Allemagne, elle, n'a pas misé sur l'enseignement primaire et secondaire, mais bien davantage sur le supérieur, les formations et les contacts scientifiques et techniques.

Si je fais cette parenthèse, c'est bien parce que, dans les années 1920, la France, quand elle cherche à renforcer son influence dans les Balkans, se heurte à la concurrence des autres puissances européennes, parfois anglaise, italienne plus nettement en Bulgarie et en Albanie, enfin surtout allemande dans la plupart des états balkaniques.

Car c'est bien aussi à travers leurs rivalités culturelles dans toute l'Europe Centrale et Balkanique que se mesurent les puissances européennes. Et à travers les amis qu'elles se sont acquis, se prolonge cette lutte d'influence, à laquelle la France est attentive: Dès 1917, 1918, des témoins signalent que la faculté de médecine d'Athènes est le lieu d'une rivalité entre médecins de formation allemande—la majorité du corps médical—et médecins de formation française. Le même témoignage est fourni par l'Ambassadeur Cosme en 1938.

Et si entre 1928 et 1930, la France s'intéresse particulièrement à la création d'une chaire d'enseignement de littérature et de langue française à l'université de Salonique tout récemment créée (1926), chaire qui serait attribuée à un professeur français, c'est bien parce que le Consul Delage insiste en 1929

8. SOFE 303, Cosme Ambassadeur de France au Ministre des Affaires Etrangères 29 Octobre 1938.

sur le point suivant : “Il faut suivre avec attention le développement de l’Université de Salonique qui risque de devenir un centre d’influence allemande”. Particulièrement la faculté des Sciences et la faculté de Sciences Economiques et Politiques. Les amis de la France se trouvant plutôt à la faculté de droit⁹.

Défendre ses positions c’est aussi chercher à obtenir la reconnaissance juridique de ses établissements : cas de la Mission Universitaire reconnue officiellement en Roumanie par un texte de Juin 1919. Cas de la Mission Laïque Française, en 1926, en Grèce.

En Bulgarie, la convention scolaire établie en 1910, a été maintenue après la guerre par accord tacite.

Mais finalement, sans convention culturelle signée entre deux états, on peut dire que la plupart des établissements scolaires français n’ont pas d’existence légale. En 1929, Clément-Simon, ambassadeur de France en Grèce note : “Nos établissements subsistent par tradition, tolérance, arbitraire”¹⁰.

On peut donc parler de la fragilité sur le plan juridique de l’implantation culturelle française. Or, parce qu’elle impose un enseignement trop fréquemment catholique, de toute façon “francisé”, dans de jeunes états nés après la première guerre mondiale, ou, comme la Grèce de Venizelos, état moins récent, engagés dans la construction de leur “identité nationale”, la France se heurte dans certains cas à des volontés nationales...

Ainsi le cas se produit en Bulgarie en 1929; il est résolu au bénéfice de la France, grâce aux négociations menées directement par Aristide Briand, Ministre de Affaires Etrangères¹¹.

Etudions plus précisément le cas de la Grèce :

En 1930, Delage, Consul de France à Salonique écrit à Briand : “Nos écoles ont poursuivi un enseignement où la langue grecque n’était enseignée jusqu’en 1928 que deux à trois heures par semaine, comme une langue étrangère. Depuis deux ans elle l’est dix heures par semaine.... Mais nos établissements ne pouvaient oublier le temps des “capitulations” et n’ont songé qu’à faire durer une situation qui devait prendre fin”. Il poursuit : “Il nous appar-

9. SOFE 187.

10. SOFE 187 Clément-Simon Ambassadeur à Briand Ministre des Affaires Etrangères. Au sujet de la loi de réorganisation de l’Enseignement en Grèce 29 Juillet 1929. Chemise “Défense des Ecoles Françaises”.

11. SOFE 188, Télégramme 30 Août 1930 - chemise “Défense des Ecoles Françaises”.

tenait il y a dix ans, au lendemain de la guerre, et surtout à l'arrivée des réfugiés de l'Asie Mineure, de proposer au gouvernement grec de faire de nos écoles des écoles grecques où l'on apprendrait le français..."¹². Mais, et c'est l'ambassadeur Cosme qui émet cette remarque en 1938, "L'esprit de certains dirigeants des écoles confessionnelles n'allait pas dans le sens d'une évolution vers un échange avec une nation indépendante"¹³.

Le gouvernement de Venizelos, à partir de 1929, veut "reconquérir", l'enseignement primaire, mettre en place un enseignement "national, gratuit, religieux", inculquant les fondements de la nation grecque: religion orthodoxe, littérature hellénique, histoire et géographie du pays.

Les établissements français catholiques ou non, sont mis en cause.

Il ne sont pas les seuls, mais plus nombreux, ils subissent de plein fouet cette action. Est visé également le lycée de la Mission Laïque qui fournit lui aussi un enseignement français conduisant au bac français, et réunit un fort pourcentage de populations minoritaires ne parlant pas le grec, en particulier une forte colonie israélite. Les établissements français semblent bien freiner l'assimilation rapide d'une certaine partie de la population et gêner le développement d'un sentiment national grec. Enfin dans un état à très forte majorité orthodoxe où l'Eglise a un poids réel, mais n'intervient pas dans l'éducation, l'enseignement français trop souvent catholique, pose problème.... Au milieu de l'année 1929, se développe en Grèce une forte campagne de presse, on parle "d'action criminelle qui ébranle les fondements de la famille hellénique..."¹⁴. On peut penser que cette campagne de presse est d'autant plus entendue que 1930 est l'année du centenaire de l'Indépendance grecque.

La loi de Janvier 1931 promulguée par le ministre de l'Instruction Publique, Papandréou, institue l'obligation pour tout jeune hellène de suivre les six années d'études primaires dans les écoles grecques, avant de pouvoir suivre ensuite un enseignement dans un établissement secondaire de son choix¹⁵.

Globalement la nouvelle loi concerne 4000 enfants, grecs pour la grande majorité. Toute infraction est punie par la fermeture de l'établissement. En

12. SOFE 188, 30 Septembre 1930, Delage Consul de France à Salonique à Briand Ministre des Affaires Etrangères.

13. SOFE 303.

14. SOFE 187, 16 Août 1929, Clément-Simon rapport du mois de Juillet; Journal "Acropolis", Août 1929; 22 Août 1930, Clément-Simon Rapport.

15. SOFE 188, Telegramme du 30 Septembre 1930, Lettre de Clément-Simon à Briand, 26 Décembre 1930.

dix ans, les écoles françaises perdent plus de la moitié de leurs effectifs du primaire. Le lycée Léonin lui-même est touché assez gravement par cette loi.

Et toutes les écoles étrangères, n'ayant pas de statut propre, mais assimilées aux écoles privées grecques doivent se plier aux autres exigences de la loi, c'est à dire engager des enseignants grecs pour diffuser un enseignement national¹⁶.

C'est donc par d'autres moyens, en particulier des cours du soir que la langue française va être transmise aux enfants grecs, comme aux adultes. Implantés très largement, ils voient leurs effectifs s'accroître vite¹⁷.

Notons cependant, que cette décision législative grecque n'est pas le reflet d'une hostilité définitive à la culture française: dans l'enseignement secondaire grec, le français reste la seule langue étrangère obligatoire, A la même époque, Vénizelos souhaite voir attribué à l'institut d'études supérieures d'Athènes le monopole de la formation des futurs professeurs de français des gymnases grecs. Soit six jeunes professeurs grecs formés chaque année, pour 90 gymnases grecs. Cet institut connaît là en 1930 un succès qui officialise et consolide son assise intellectuelle¹⁸.

Enfin c'est à cette date que se négocie la création d'une chaire de grec post-classique et moderne et de littérature hellénique à l'Université de Paris, subventionné à égalité par les deux gouvernements¹⁹.

On le voit bien le début des années 30 marque un tournant pour la présence culturelle française, en Grèce: c'est en accord avec un état responsable de la formation de sa jeunesse que la France maintient cette présence.

Concurrence des autres puissances européennes, ou bien "constructions nationales", la présence culturelle française dans les Balkans s'est heurtée à des intérêts contraires aux siens. Elle doit donc s'affirmer pour continuer à être reconnue.

Et pourtant le trait dominant de la période qui s'étend de 1930 à 1935-1936, c'est un certain assoupissement: Ce qui existe se maintient, ou parfois régresse.

Les crédits manquent et sans doute aussi la conscience suffisamment

16. SOFE 188, Chemise Défense des Ecoles Françaises, Notes au Ministre des Affaires Etrangères, Août 1930-Septembre 1930, Lettre de De Lens à Briand, 15 Octobre 1930.

17. SOFE 303, 22 Avril 1938.

18. SOFE 187, Livret du nouveau programme 1929-1930, Cours de préparation au Professorat de Français.

19. SOFE 188, Juillet 1930, Avant projet de la Convention.

claire en France jusqu'en 1933 que pendant ces années les autres puissances européennes, l'Italie, l'Allemagne, continuent à progresser dans les Balkans sur le plan culturel.

L'économie française connaît une crise, et le budget du Ministère des Affaires Etrangères subit une forte baisse: De 27,7 Millions de Francs en 1931, il passe à 21, 2 Millions de francs en 1936. Le service des Oeuvres est lui-même touché par cette baisse²⁰.

Dès 1933, davantage en 1934, 1935 des appels proviennent de toute l'Europe Centrale et Orientale de la part des acteurs et témoins sur place: Misère des moyens financiers, des moyens matériels, insuffisance en personnel: "Nous ne sommes même pas en mesure de subvenir à nos dépenses de fonctionnement" signale en 1934 Warnier, directeur de l'institut de Zagreb²¹.

D'autres mises en garde concernent l'absence de la France. Absence du livre français: sa vente à l'étranger s'est effondrée passant de 15 Millions de volumes par an entre 1925 et 1928 à 8 ou 9 Millions en 1934 et 1935; Disparition progressive des périodiques français; Avancée des autres langues européennes dans les enseignements nationaux²².

D'autre part la France n'offre qu'un nombre très réduit de bourses d'études en France: En 1935 cinq attribuées à la Grèce, cinq également à la Bulgarie pays dans lequel la France n'a que sa culture comme support de sa présence, les échanges commerciaux étant pratiquement nuls²³.

Enfin revient comme un leitmotiv la perception aigüe désormais de la nécessité d'un changement radical à donner à la présence culturelle française: la France ne doit plus apparaître comme une nation exclusivement "humaniste" et "littéraire". Elle doit montrer qu'elle a une science et une technique qui valent bien celles des autres puissances, en particulier l'Allemagne.

Dès 1933 au Service des œuvres françaises à l'étranger, le responsable de la "Section des Oeuvres Diverses", Yves Chataigneau propose des solutions aux problèmes présents. Il en résume les données essentielles dans un rapport. On retrouve sous sa plume un bilan pratiquement identique en 1936. On peut penser qu'entre temps peu de choses ont évolué, malgré des incitations²⁴.

20. J.O. Annales, Discussions Budgétaires, SE 1938 (4.5.10-1938, du 8 au 31 Décembre).

21. I E S 95-323 - 6 Février 1934, Rapport de Warnier Directeur de l'Institut Français sur l'Année 1933.

22. SOFE 277.

23. SOFE 278.

24. SOFE 502, Rapport Chataigneau.

Avec la montée du fascisme italien et allemand, des parlementaires français à partir de 1935 prennent conscience du poids de la politique culturelle: la "culture" devient à leurs yeux un élément de la politique extérieure pour une nation qui veut maintenir la cohésion de ses alliances, ou barrer la route à d'autres influences étrangères.

Les Balkans se situent bien dans une zone où se joue de plus en plus clairement une "guerre culturelle". Parmi ces députés citons Ernest Pezet, R. Archimbault; En novembre 1938 ce dernier tient ces propos à l'Assemblée Nationale: "La politique culturelle d'un état comme la France est dans la compétition internationale une arme de sa défense nationale et de la sauvegarde de la paix".

Par leurs analyses les représentants de la France à l'étranger ont permis au gouvernement du Front Populaire qui s'installe au printemps 1936 d'effectuer rapidement les grands choix d'un redressement et d'une "politique" culturelle offensive.

En l'espace de quelques mois, et dès l'automne 1936, le gouvernement français prend les premières mesures. L'action s'organise sous la responsabilité d'une Commission créée en Octobre 1936, la "Commission Interministérielle chargée de l'action et de l'information à l'étranger", directement rattachée à la Présidence du Conseil²⁵.

En premier lieu, une opération de grande envergure, le "Don du livre français"; financée par un crédit spécial de 20 Millions de Francs (prélevé sur les "Fonds de Grands Travaux" dégagés dans le budget national fin 1936). Il s'agit d'une opération menée sous la direction du Sous-Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères, P. Vienot, qui va permettre, après enquête préalable sur place, de diffuser méthodiquement et largement à travers le monde, au cours des années 1937, 1938, les publications françaises²⁶. Si l'on observe la répartition de ce "don", les états balkaniques sont assez privilégiés, comme toute l'Europe Centrale et Orientale. L'effort français y est particulièrement net, les alliés de la Petite Entente sont largement pourvus.

Offensive du livre, des périodiques scientifiques également, ces ouvrages, sont dirigés principalement vers les bibliothèques nationales, les Universités, écoles scientifiques, Instituts français ou Alliances Françaises des capitales. C'est bien l'élite intellectuelle que le gouvernement français veut atteindre.

C'est également vers deux états balkaniques membres de la Petite En-

25. F 60, 178.

26. SOFE 502, 23 Octobre 1936. Le Ministre des Affaires Etrangères à Monsieur Vincent Auriol Ministre des Finances.

tente que s'oriente une autre opération, celle-là proprement commerciale. Dès Avril 1937, le Ministère des Affaires Etrangères demande au Syndicat des Editeurs Français de négocier avec les libraires des états concernés une Convention, dont l'objectif est la baisse du prix du livre français sur le marché Yougoslave et Roumain (baisse de 25 à 40%)²⁷.

En effet le prix est réellement le plus gros obstacle auquel se heurte l'exportation du livre français: En 1935-1936, une taxe d'entrée de 44% est perçue en Roumanie; il faut ramener son prix à un tarif "normal".

De plus, les échanges commerciaux restent difficiles dans ces états aux monnaies bloquées; seuls des accords de clearing permettent de résoudre ces difficultés monétaires; pour le livre ils seront acquis assez rapidement, sous la pression de la Présidence du Conseil²⁸.

Il est possible de tirer un bilan positif de cette opération "livre". Partout on constate une relance de l'activité des bibliothèques; Certains organismes ont reçu des dons conséquents: A Sofia, la bibliothèque de l'Institut Français et de l'Alliance Française 750 volumes²⁹; à Salonique, l'Université et le lycée français chacun environ 600 volumes³⁰.

Des expositions du livre français sont organisées au cours de l'année 1938: à Bucarest, à Ljubljana, à Sofia.

A l'appui, des inaugurations solennelles: le gouvernement français, veut frapper les esprits. Mais parallèlement, la discrétion diplomatique reste la règle: les ouvrages ont été remis aux destinataires par les directeurs des Instituts et non par les diplomates.

Deuxième volet de cette offensive culturelle française: mieux s'implanter dans les milieux universitaires. Mazeaud, Directeur de l'Institut Français de Varsovie, écrivant en 1936 à son supérieur hiérarchique Jean Marx, Directeur du Service des Oeuvres au Quai d'Orsay, résume la situation: "Un élève sortant du gymnase, et plus encore de l'école polytechnique ne connaît pas assez la langue française... Il en est à ce point où peu de choses font pencher la balance du côté des influences étrangères... Il ne faut pas laisser ces influences s'exercer au hasard, mais les diriger"³¹. Se mettent en place dans plusieurs villes des cours de langue française destinés aux étudiants des facultés de

27. SOFE 501, Sous-Secrétaire d'Etat au Syndicat des Editeurs (Mr Viénot), 19 Juillet 1937.

28. SOFE 501, 21 Février 1936. Bilan de la situation de la vente du livre à l'étranger.

29. SOFE 234.

30. SOFE 303, 7 Avril 1938.

31. SOFE 321.

droit, de médecine, des écoles techniques. C'est le cas notamment à Belgrade où un professeur, Sicard, réunit jusqu'à 240 étudiants en 1939.

Pour laisser une empreinte plus durable, le gouvernement français à partir de 1937 s'efforce de développer la distribution de bourses d'études en France, octroyées—fait nouveau—en priorité aux étudiants scientifiques, ingénieurs ou médecins et non plus exclusivement aux littéraires.

L'augmentation est très nette dans les Balkans; en 1938 près d'un tiers des boursiers étrangers résidant en France sont originaires des Etats Balkaniques (104 sur 372 comptabilisés)³². D'autres effectuent des stages en entreprises, pratique qui se développe depuis 1936 en suivant l'exemple allemand.

Par ces actions orientées vers les milieux universitaires, il s'agit bien de clientéliser les élites, de faire en sorte que ces futurs responsables, marqués par leur formation française, restent des interlocuteurs.

Il s'agit de créer ou de renforcer un sentiment de parenté intellectuelle, de solidarité ou simplement de permettre une liberté de choix et d'équilibre dans les rapports européens dans ces états où s'exercent des influences rivales.

Il faudrait encore mentionner l'importance des contacts noués par le biais de conférences scientifiques (présentation d'une recherche, d'un projet, d'une réalisation), conférences très réclamées par les groupements professionnels locaux.

Mentionner enfin la création en Bulgarie en 1937, plus tardivement en Roumanie, en 1939, d'importants Fonds Culturels, financés parfois de manière "pragmatique". A Sofia, c'est un achat massif de tabacs bulgares par la SEITA, organisme d'Etat ayant le monopole du tabac, qui permet la libération des crédits supplémentaires. Accordés en 1938 aux Instituts culturels (Sofia-Bucarest) ils permettent une extension matérielle et un développement de leurs activités³³.

Tout ceci dans un "environnement" monétaire très contraignant: Rappelons que le franc est dévalué à plusieurs reprises et que son taux de change diminue face aux monnaies balkaniques stabilisées pour la plupart.

Autre aspect de l'offensive culturelle française entre 1936 et 1939, c'est la volonté de s'implanter au cœur des provinces et des populations. C'est d'ailleurs un point très spécifique de la politique à l'égard des états balkaniques où, en contraste avec la Tchécoslovaquie ou la Pologne, peu d'actions en ce sens avaient été menées jusqu'alors semble-t-il d'après les recherches effectuées.

32. SOFE 233.

33. SOFE 325, 277.

Plusieurs moyens pour atteindre ces objectifs:

— élargir l'accès à la langue et la culture française par la mise en place d'un réseau de professeurs dans de petites villes de province, à la tête soit de "l'Alliance Française", soit de sociétés "d'amitiés françaises". On en trouve ainsi une vingtaine en 1938 en Bulgarie; parmi ces professeurs, des bulgares qui seront sans doute plus à l'aise dans ces "séjours plus précaires", selon les termes trouvés dans les archives, en tout cas plus isolés.

En Yougoslavie, en 1937, sont dénombrés 90 cercles des amis de la France qui accueillent chaleureusement Yvon Delbos Ministre des Affaires Etrangères lors de son voyage de Décembre 1937³⁴.

Quelques "associations populaires" développent également dans ce pays des cours du soir pour une clientèle d'employés et d'ouvriers.... Il est impossible d'en mesurer la portée réelle.

— Utiliser les nouveaux moyens de communication: le cinéma et la radio.

Il est clair que jusqu'en 1936 de grandes possibilités n'ont pas été suffisamment exploitées. Plusieurs notes émanant de représentants en Europe Centrale et Orientale signalent que des marchés restent à conquérir. Citons un texte exemplaire: "en Yougoslavie, les populations pour qui le français était devenu la langue véhiculaire au fur et à mesure que s'affirmait l'usage de leur langue à l'exclusion de l'allemand, ont retrouvé depuis l'avènement du film parlant une raison d'apprendre l'allemand, langue des films exploités le plus couramment"³⁵. Citons également le cas de films allemands diffusés en grand nombre en Roumanie, souvent sous-titrés en français....

Le film français est trop absent jusqu'en 1936-1937. Sans entrer dans les détails concernant les handicaps structurels qui expliquent sa non-diffusion à l'extérieur—problèmes de financement, de distribution, de commercialisation, le film étant lui-même un produit commercial—il est important de préciser que les responsables français s'y sont intéressés bien avant 1936, Chataigneau en particulier au Quai d'Orsay³⁶.

Mais à partir des derniers mois de l'année 1936 et au printemps 1937, la diffusion du film devient une préoccupation essentielle: le film s'impose au spectateur, il permet de transmettre à la fois la culture, la langue et une certaine image de la France. Dans les nouvelles commissions mises en place, associées à l'action du Service des Oeuvres et la dynamisant, des hommes lan-

34. SOFE 340.

35. SOFE 462.

36. SOFE 465.

cent une véritable “politique” en faveur du film français à l'étranger³⁷. Mentionnons Camille Chautemps, ancien président du Conseil, Yves Chataigneau devenu Secrétaire Général de la Présidence du Conseil, Jacques Kayser dirigeant une Agence “Téléfrance” largement financée par le Ministère des Affaires Etrangères³⁸. Leur détermination repose sur des analyses au moins autant politiques que culturelles.

Le fait que l'Europe Centrale et Balkanique soit tenue pour une zone stratégique dans cette offensive du film le prouve: Elle reçoit 20% des crédits accordés pour cette opération, elle est une zone expérimentale; il est question d'y créer une société de distribution de films disposant d'un réseau de bureaux de vente.

Enfin en 1937, dans le cadre de l'Exposition Internationale, Paris devient le marché international du film: 17 nations s'y trouvent représentées, et cela facilite les négociations, en particulier avec les Roumains et les Yougoslaves³⁹.

Les efforts français vont s'organiser autour de trois axes: un effort financier, un effort pour promouvoir à l'extérieur le film de qualité et le film de propagande—sélectionné par des prix créés à cette époque par différents ministères—un effort enfin d'information et de distribution.

Parallèlement aux négociations commerciales concernant le film de long métrage, toute l'attention se porte en même temps vers le documentaire et le film d'actualité qui jusque là n'étaient diffusés qu'en nombre restreint⁴⁰.

Citons ainsi deux documentaires diffusés en 1938 et 1939 dans toute l'Europe Centrale et Orientale par le Société Transat Film, films commandés par le Ministère des Affaires étrangères: “la France est un empire”—“Sommes-nous défendus?”⁴¹.

Citons également la projection sur une large échelle en Europe Centrale et Balkanique, d'une bande d'actualité: “Le voyage de Daladier en Afrique du Nord”, en Mars 1939—20 copies circulent—⁴².

Le redressement est net; en Yougoslavie, gros importateur de films étrangers: 30 films français diffusés en 1935—81 en 1937 (23 films anglais, 450 films américains, 170 films allemands...)—⁴³.

37. SOFE 464.

38. F 60 178.

39. SOFE 463.

40. F 60 301.

41. SOFE 463.

42. F 60 301, 17 Mai 1938.

43. SOFE 463, Cinéma - Rapport de l'attaché commercial Yougoslave Philippe de Commines, 11 Mai 1938.

Notons le grand succès du “film français” qui est devenu “le grand classique”.

Quels sont les résultats de cette “politique” culturelle mieux coordonnée, offensive? Toutes les données chiffrées trouvées dans les archives concordent : à la veille de la deuxième guerre mondiale la France est présente et active dans les Balkans.

Trois responsables français s’y rendent pour un voyage d’études entre Décembre 1938 et Mai 1939, preuve de l’importance que l’on attribue à cette partie de l’Europe :

Raoul Labry en Yougoslavie (il parle le Serbe); Jacques Kayser et Georges Huisman circulent dans toute l’Europe balkanique⁴⁴.

Ils constatent des progrès, même si leurs bilans ne sont pas totalement positifs :

Progrès des effectifs : A Zagreb, 2000 élèves en 1937 à l’Institut Français, 3000 en 1939. A Athènes, l’Institut Supérieur d’Athènes réunit 900 élèves. A Salonique au lycée de la Mission Laïque, 400 élèves jusqu’en 1935, 660 en 1939. Ce lycée gère également un centre d’études françaises qui s’adresse à des fonctionnaires, commerçants, et employés.

Progression des bourses attribuées par le gouvernement français et afflux de candidats en 1938, 1939; échanges scientifiques qui se multiplient.

Bien d’autres exemples pourraient être fournis. Mentionnons simplement la venue en Avril 1937 d’une importante délégation d’universitaires français, sous la direction de Jean Zay ministre de l’Education Nationale, pour célébrer le centenaire de l’Université d’Athènes. Voyage également d’une délégation d’archéologues français en 1938 pour le centenaire de la Société Archéologique d’Athènes⁴⁵.

Les progrès obtenus se situent pourtant dans une période difficile. Avec la tension croissante en Europe, montent les nationalismes parfois attisés par les puissances rivales de la France, en particulier chez les partenaires économiques de l’Allemagne ou de l’Italie.

L’année 1939 est marquée par des manifestations hostiles à la culture française en Bulgarie, en Yougoslavie. Elles existent aussi à l’extérieur des Balkans, en Hongrie; ces hostilités se manifestent par des difficultés financières infligées aux représentants français, par des ruptures de contrats (en particulier les Conventions scolaires, —cas de la Bulgarie—), par la non reconnais-

44. F 60, 177. F 60, 178.

45. SOFE 303, 5 Novembre 1938.

sance des équivalences de diplomes français (Yougoslavie).

Mais par ailleurs, il est clair que pour d'autres états balkaniques, ou pour une partie de l'opinion publique que les puissances fascistes inquiètent, répondre aux sollicitations culturelles françaises, resserrer ces liens c'est desserrer l'étau Allemand ou Italien. Les intérêts français et les intérêts de certains états balkaniques se rejoignent.

— en Roumanie le Ministre des Affaires Etrangères négocie puis fait signer, le même jour, le 31 Mars 1939, deux accords avec la France: accord commercial signé à Paris, accord culturel signé à Bucarest.

— une volonté d'ouverture et d'équilibre européen semble également guider Metaxas en Grèce. Pendant toute la durée de ses fonctions, il réserve aux représentants culturels de la France une attitude bienveillante. A plusieurs occasions l'Ambassadeur de France Cosme, affirme avoir la certitude que la culture française peut rester solidement implantée en Grèce⁴⁶. Selon Cosme, c'est à l'initiative de Metaxas que des négociations s'accélérent au cours de l'été 1938⁴⁷ pour aboutir en Décembre à la signature d'un accord culturel — à défaut d'un accord commercial dont la négociation aurait été plus longue...— Cet accord culturel préserve les acquis français et prépare l'avenir.

Pour conclure, je voudrais faire deux remarques sur l'évolution qu'a connue la présence culturelle française dans les Balkans dans l'entre-deux-guerres.

Première remarque: Cette période marque le passage d'une présence culturelle surtout humaniste, littéraire, à une "politique culturelle", soucieuse d'efficacité et cherchant à mettre en avant les autres visages de la France: état moderne, industriel, ayant une science et une technologie "exportables".

Deuxième remarque: C'est aussi le moment d'une évolution parallèle: après une longue tradition de discrétion, de réserve, la politique culturelle française commence à accepter d'être un "outil de propagande". Elle n'a plus peur de s'affirmer, de se montrer, et utilise tous les moyens disponibles.

Je finirai enfin en disant pour résumer cette double évolution, que la France en 1939 dans les Balkans, c'est une recherche archéologique active sur les sites de Delos, Delphes, Mallia, Athènes, également en Albanie enfin

46. SOFE 303, 18 Novembre 1937 - Cosme à Y. Delbos (Ministre des Affaires Etrangères).

47. SOFE 302, Lettre de Massigli, 22 Août 1938 au Ministère de l'Education Nationale. Note de Jean Marx 8 Mai 1939 pour le Service du Protocole (Ministère des Affaires Etrangères).

sur les sites d'Appolonia, de Durazzo⁴⁸, et au même moment c'est aussi une voix à la radio qui émet vers les Balkans sur ondes courtes à partir de Nice puis de Lyon en serbo-croate, cela depuis la fin 1937, voix qui transmet un bulletin quotidien d'information à partir de Juillet 1939 en roumain, en serbo-croate⁴⁹, en grec enfin à partir de l'automne 1939⁵⁰.

48. SOFE 265.

49. F 60, 572. F 60, 575.

50. SOFE 302, Note du 19 décembre 1939 - Documents remis par Mr Jolibois à Mr Marx-